

RAPPORT D'ÉVALUATION PROTECTION

EXAMEN DE LA SITUATION DE PROTECTION DANS 14 VILLAGES DE RETOUR DES PDI
AXE ; KALEMIE-MOBA ET KALEMIE- TABAC
(Du 26 Juin – 02 Juillet 2019)

Contents

I CONTEXTE	2
II SECTION INFORMATION GENERALES SUR LES LOCALITES ET COMMUNAUTES ENQUETEES	2
II.1 situation sécuritaire et état de la route	2
II.2 Localisation géographique des villages enquêtés	3
III CHOIX DES AXES A EVALUATION ET METHODOLOGIE	3
III. 1 justification du choix des villages	3
III.2.1 Collecte des informations	4
III.2.2 Traitement et analyse des résultats	4
III. 3 Limites de l'évaluation	4
IV.1 Vécu de la situation sécuritaire par les populations	5
IV .2 Problèmes liés à la gestion de la sécurité	5
V PROBLEME DE PROTECTION, – MENACES, CAUSES, EFFETS.....	6
V.1 Problèmes et risques de protection dans l'ensemble des villages	6
V. 2 Examens des problèmes par sous thématiques de Protection	7
V2.1 Violences sexuelles et violences basées sur le genre (VS/VBG).....	7
V.2.2 protection de l'enfant.....	9
V.2.3 Cohabitation pacifique	10
V.2.4 Logement terre et propriété	10
V.2. 5 Reste d'Engins Explositifs (REG)	11
VI. DISPONIBILITE DES SERVICES DE BASES.....	11
VI.1 Sante- Eau Assainissement et Education	11
VI.2 Eléments d'information sur la disponibilité des services dans les villages enquêtés	13
Services de prise en charge des VBG.....	13
VI.3 Services de prise en charge de Protection de l'Enfant.....	14
VI.4 Mécanismes d'alerte , Mécanismes de résolution de problèmes LTP et coexistence pacifique	14
VI.5 Besoins Priorités des PDI selon les communautés enquêtés	15
VII RECOMMANDATIONS	15

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email ; banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

I. CONTEXTE

Le présent rapport du Cluster Protection est le fruit d'une évaluation faite réalisée du 26 juin au 02 juillet 2019 avec la contribution de 19 agences des Nations unies et organisations nationales et internationales et 42 staffs sur les Axes Kalemie Moba et Kalemie Tabac.

Aucune évaluation conjointe spécifiquement protection n'avait été faite les 6 derniers mois sur les axes susmentionnés. Toutefois, le cluster protection disposait de quelques informations à travers des rapports RRMP ou les organisations qui ont ou avaient des activités dans certaines des localités.

Il y ont pris part les agences et organisations suivantes : UNHCR UNICEF UNOCHA, OCHA, UNICEF, UNFPA, UNMAS, CNR, RRP, NRC, GIZ, OXFAM, CONCERN, AIDES, HA, TPO, AVREO, CROIX ROUGE, GADDE, HPW, PROVAH...).

L'évaluation avait pour objectif de vérifier si les conditions d'un environnement protecteur sont réunies dans les zones de retour, pouvant faciliter le retour des personnes déplacées. Des informations sur les structures et services apportant les réponses de protection (formelles et informelles) devaient être fournies. Les problèmes et risques de protection devaient être identifiés et les mesures de mitigation dans les zones de retour proposées.

Le présent est à cet effet une contribution à l'éclairage et au renforcement de la sécurité, processus d'accompagnement des PDI de Kalemie dans leurs villages de retour respectifs. L'initiative va d'une part, dans le sens des intentions favorables au retour manifestées par 72% de ménages des PDI des sites de Kaseke, Kakomba TSF et Kakomba office au mois de mars 2019. D'autre part, le rapport vient en appui technique de l'exécution de la décision du 27 mai 2019, des autorités provinciales, par la voix du Ministre de l'intérieur de les accompagner.

L'évaluation a été réalisée avec le concours techniques et matériel des membres du cluster.

II. SECTION INFORMATION GENERALES SUR LES LOCALITES ET COMMUNAUTES ENQUETEES

II.1 SITUATION SECURITAIRE ET ETAT DE LA ROUTE

D'une manière générale, la situation sécuritaire sur l'axe Kalemie- Moba est relativement calme et stable. De Kalemie à Kabwela, les villages sont encore vides et le retour des habitants est timide. Après Kabwela, l'on constate plus d'habitations, de présence humaine et de champs de manioc et de patate.

L'axe Kalemie-Tabac, est très vivant. La situation sécuritaire est calme et a été stable les 06 derniers mois.

Etat de la route

1. La route est assez praticable sur l'axe Kalemie-Kabwela (210km), mais de Mwanza à Moba elle devient de plus en plus difficile. La saison de pluie limitera sa praticabilité actuelle. L'office de route est en train d'effectuer des entretiens à certains endroits sur l'axe Kalemie –Kabwela.
2. La route Kalemie-Tabac est praticable mais avec des escarpements circulaires sur la colline au niveau de Kibanga. L'accès à Mtoa en saison des pluies devient difficile.

La coordination du cluster protection

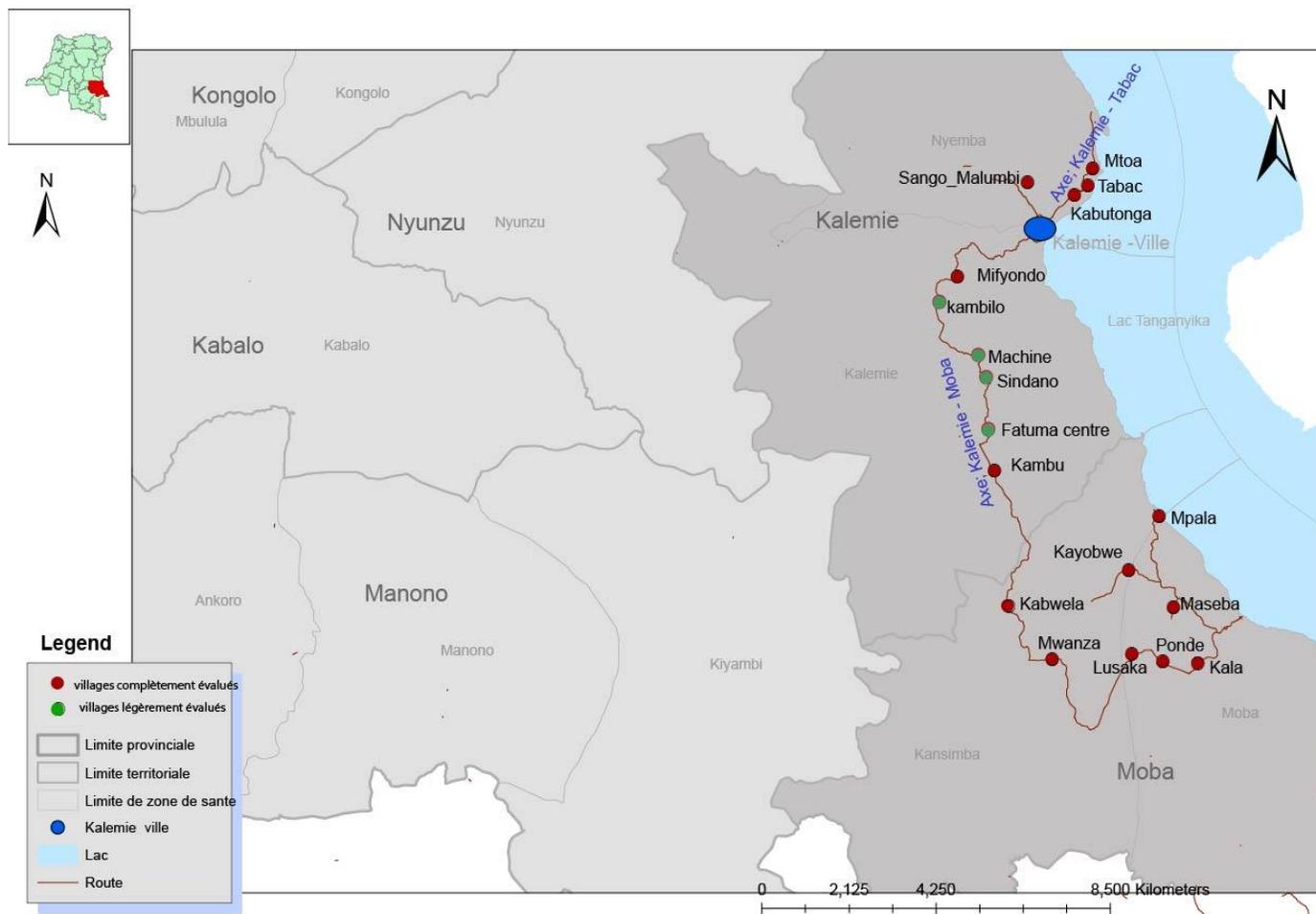
Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

II.2 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES VILLAGES ENQUETES



Les 14 villages appartiennent à 02 territoires ; Kalemie et Moba, 04 zones de sante : Kalemie, Nyemba, Moba et kansimba . les populations sont majoritairement du groupe ethnique Twa à Mifyondo, et Sangomalumbi (67 %, 81%) et environ 50% à Kambu , 45% à Mtoa . les villages de Taba , Kala, Maseba, Kayobwe, Mwanza , Kabwela, Ponde sont majoritairement Tabwa, Fuluro en proportion variable à dominance Tabwa at avec des minorités Twa . En plus des villages précités l'équipe d'évaluation de l'axe Moba a visité les villages de Fatuma et Kambilo . Ces villages n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète , toutesfois le rapport y fait mention par moment .

III CHOIX DES AXES D'ÉVALUATION ET METHODOLOGIE

III. 1 JUSTIFICATION DU CHOIX DES VILLAGES

Les axes évalués ont été choisi sur la base des données du CCCM qui montrent que la plupart des PDI concernées dans l'immédiat par la fermeture des sites de Kaseke, Kakomba office et Kakomba TSF viennent des villages situés sur l'axe Kalemie-Moba, Kalemie Nyemba, et Kalemie -Tabac. Toutefois, l'évaluation Protection sur l'axe Kalemie-Nyemba a dû

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

être remise à plus tard en raison des incidents d'insécurité signalés sur le dit axe au cours des deux dernières semaines du mois Juin.

.III.2) PRECISIONS METHODOLOGIQUES

III.2.1 COLLECTE DES INFORMATIONS

Trois techniques de collectes d'information ont été utilisées ce sont :

L'interview avec des informateurs clés : l'administration d'un questionnaire protection avec des questions fermées et directes à des informateurs clés sous forme d'entretiens individuels avec des personnels de santé, des enseignants, des chefs de villages, dignitaires religieux, des leaders de femmes, de jeunes, des responsables organisations communautaires de bases, relais communautaires. 75 informateurs ont été interviewés individuellement

Les focus groups : des focus groupes sensibles au genre et à l'âge ont été organisés (hommes, femmes, jeunes filles, jeunes garçons, filles, garçons). Un total de 1,225 personnes ont été interviewés dans 54 focus groups groupant en grande partie des informateurs formateurs clés.

L'observation directe : les réponses aux questionnaires ont été complétées par l'observation directe et la visite des structures scolaires, sanitaires et d'ouvrages d'eau d'assainissement.

Elles exploraient tous les aspects suivants ; *La situation sécuritaire, Les mouvements de population, Les incidents de protection, les questions liées aux violences basées sur le genre et à la protection de l'enfant, la cohabitation Pacifique, les questions liées aux droits au Logement, à la Terre et à la Propriété (LTP), la lutte anti-mines, l'accès et la disponibilité des services de base, la présence des structures étatiques.*

III.2.2 TRAITEMENT ET ANALYSE DES RESULTATS

L'analyse quantitative prend appui sur l'infographie ressortie des calculs de pourcentages et scores des réponses aux questions. Elle s'enrichit d'une analyse qualitative qui tient compte des données d'observation et de témoignages.

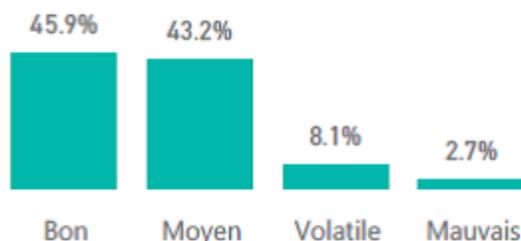
III.3) LIMITES DE L'EVALUATION

Les informations sur les services manquent de précisions suffisantes sur les tailles de personnels de services, sur les pathologies, des bâtiments, ouvrages et le nombre des infrastructures. Le rapport souffre de chiffres précis ou désagrégés sur les populations des villages. Des dispositions devront être prises pour corriger ces aspects. Par ailleurs la réalisation de l'évaluation sans budget allouée, sans service de staff de suivi et évaluation, et avec une équipe Protection et IMO en sous-effectif, a ralenti le traitement et l'analyse des données.

IV. SECURITE

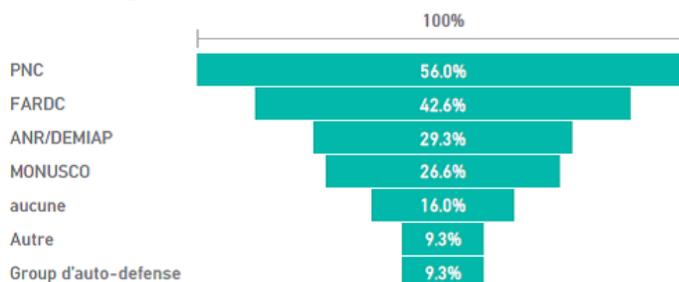
IV.1) VECU DE LA SITUATION SECURITAIRE PAR LES POPULATIONS

Niveau de sécurité



Une Présence relative des forces de sécurité s'observe sur l'axe Kalemie - Moba (FARDC) et ou dans les villages enquêtés (ANR, DCF (ex DEMIAP) DGM). Toutefois, les agissements de certains corps de sécurité inquiètent. La population elle-même semble ne pas toujours comprendre le rôle des forces de l'ordre.

Entité en charge de la sécurité



La situation sécuritaire est partiellement bonne selon les informateurs clés interviewés sur l'ensemble des villages évalués. Le total des personnes qui la trouve bonne ou passable (moyenne est 89% contre 8% qui la trouve volatile et 3% mauvaise.

Notons que ces affirmations sont à nuancer lorsqu'il s'agit des champs ou des chemins menant dans les champs. Des viols et d'agression sont rapportés. Des menaces de pillages par des groupes twa à Kambu Kayobwe : attaques intermittentes de twas par des tabwa (Colline Milikito).

IV.2) PROBLEMES LIES A LA GESTION DE LA SECURITE

Des exactions sont rapportées surtout sur l'axe Moba et dans une moindre mesure sur l'axe Kalemie-Sango Malumbi et Kalemie-tabac-Kabutonga-Mtoa. Les FARDC et l'ANR ont été particulièrement mentionnées. (i) extorsion des biens et taxes illégales, (ii) arrestations arbitraires, (iii) travaux forcés, (iv) partialité dans le traitement des plaintes, impunité. L'ANR fait l'objet d'accusation d'arrestations arbitraires et quelques fois pour des causes et intérêts personnels sans lien avec l'ordre public. L'ordre de classification des exactions diffère selon les villages mais sont évoqués dans tous les villages de l'axe de Kalemie-Moba et Kalemie-Tabac. Du côté de Sango-Malumbi, les travaux forcés viennent en 3eme position des problèmes majeurs de protection relevés sur l'ensemble des axes1.

¹ Kabwela : arrestations arbitraires par les FARDC rapportées par les communautés, FARDC accusées d'incursions nocturnes, viol, exploitation des enfants, prostitution avec les enfants et d'assassinat d'un jeune commerçant dans sa maison la majorité des femmes réclament le départ de ce dernier préférant plus resté avec la PNC..

Mwanza C'est l'ANR & FARDC qui est souvent pointés des doigts sur les arrestations arbitraires. Les femmes des militaires en complicité avec leur mari sont accusées d'organiser des raquettes & chantages d'adultère vis-à-vis des hommes et jeunes de la cité

Kala : les éléments en poste des FARDC au check points sont excusés feraient payer une taxe de 500FC à tout passant à vélo ou à pied portant un bagage. Introduction d'effet militaire dans les bagages à des fins d'accusation pour une infraction à la loi suivi d'arrestation et d'emprisonner des personnes interpellées.

Les chefs de localités ont menacé d'envoyer la population à l'assaut de la barrière si les militaires en cause ne sont pas remplacés ou leur barrières déplacés

Mifondo : les hommes et garçons sont plus touchés par les travaux forcés imposé. Les enfants disent être affectés psychologiquement quand ils voient leur parents reçoivent fouettes les éléments des FARDC.

Ces situations minent la confiance entre usagers et services sécurité étatiques. Certaines communautés menacent de prendre à l'assaut des barrières de FARDC, demandent leur départ ou le déplacement des barrières loin de leurs villages. Les interventions de l'ANR dans le cadre des investigations sur les groupes armés ne semblent pas toujours comprises. Certains ex miliciens y voient une humiliation ou parlent d'arrestation arbitraire.

Certains groupes de miliciens restent en retrait loin des villages (Ex : milicien Kaomba. twa en brousse/ kungwe 25 km de Kambu). Ce repli inquiète les communautés des villages concernés et se présente comme "une bombe à retardement" qui risque de mettre en péril la stabilisation de la sécurité et le retour de la paix.

V PROBLEME DE PROTECTION, – MENACES, CAUSES, EFFETS

V.1) PROBLEMES ET RISQUES DE PROTECTION DANS L'ENSEMBLE DES VILLAGES

Les populations enquêtées ont énuméré un ensemble des problèmes de protection qui sont : des vols et destruction des récoltes relevés par 64 % de personnes enquêtées, suivi du mariage forcé et du viol respectivement indexés par 55% et 45% des répondants. Les travaux forcés viennent en 4ème position des problèmes de protection (3%) Le vol et la destruction des récoltes est un fait généralisé attribuable à l'insécurité alimentaire et lié en partie aux perturbations de la production agricole du fait du conflit intercommunautaire, de la présence de milices et aux mouvements pendulaires de personnes. Le vol des récoltes mine la coexistence pacifique car elle est souvent supposé être commis par les groupes twa. Il faut craindre qu'il devienne un frein à des initiatives de production agricole importantes qui tendraient à l'autosuffisance alimentaire. Les auteurs au regard des discussions ressortis de l'évaluation ne sont pas toujours Twas puisque qu'ils ont lieu également dans les villages où l'on ne dénombre pas de Twas.

Les éleveurs par leurs pratiques de l'itinérance ou de transhumance, font partie de la chaîne de causalité de perte de récoltes par vol, le pillage ou la destruction. La situation

Occurrence des incidents de protection

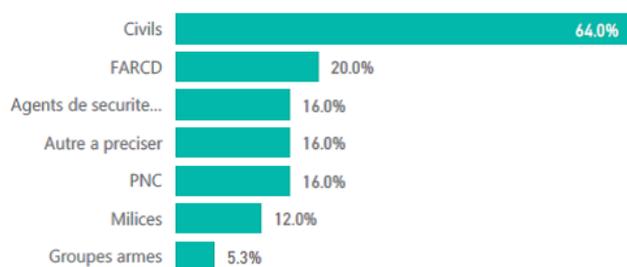
Incidents	%
Vol et destruction des récoltes par des personnes	64.0 %
Mariage forcé	54.7 %
Viol	45.3 %
Travaux forcés	33.3 %
Coups et blessures / mutilation	29.3 %
Agression Physique	28.0 %
Déni de ressources, d'opportunités ou de services	28.0 %
Meurtre	28.0 %
Torture et traitement inhumains	25.3 %
Vol ou pillage	24.0 %
Arrestation arbitraire/ détention illégale	21.3 %
Extorsion de biens	20.0 %
Agression sexuelle (y compris tentative de viol)	18.7 %
Incendie/destruction de maison	14.7 %
Violence psychologique / affective	14.7 %
Taxes illégales	12.0 %
Multiplication des maisons dites de tolérance	10.7 %
Séparation familiale/ de la famille	9.3 %
Eviction forcée	5.3 %
Mutilation génitale féminine	4.0 %
Enlèvement	2.7 %

pourrait dégénérée si des dispositions appropriées ne sont pas prise pour remédier à cette pratique perpétrée par les éleveurs.

L'apparition des mariages précoces et des viols au titre des problèmes prioritaires est attribuable à fragilisation ou des mécanismes communautaires de protection, de la censure sociale et la persistance de pratiques traditionnelles néfastes comme moyen élément de protection ou de survie sociale ou économique. Les présumés auteurs de incidents et violation sont en majorité des civils à 64% suivi des différents corps de services de sécurité étatiques (FRADC, PNC, DGM/ANR)

Présumes auteurs de des incidentes de violation de droit

Presumés auteurs des incidents



- Les groupes les plus vulnérables dans les communautés évaluées selon les enquêtes ; **les personnes âgées (57%), viennent ensuite les personnes en situation de handicap (48% de réponses) suivis des femmes chef de ménages (47%) , les enfants non scolarisés, les enfants chefs de ménage (37%) et les enfants ENA/ES (36%)**

La vulnérabilité est liée à l'âge et au statut. Elle est soit physique, sociale et ou économique et

Essentiellement féminine dans certains cas (femmes chefs de ménage). Toutefois quelques cas isolés où les hommes sont

dits vulnérables du fait de pratiques de sorcellerie dont ils seraient victimes de la part de leurs pairs (Kabwela) ont été mentionnées.

Les pratiques de sorcellerie touchent aussi les personnes dans la plus part de cas de conflit des liés champs.

V.2) EXAMENS DES PROBLEMES PAR SOUS THEMATIQUES DE PROTECTION

V2.1 VIOLENCES SEXUELLES ET VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VS/VBG)

Les violences sexuelles et les VBG sont rapportés dans toutes les communautés comme étant un problème majeur.

Occurrence des incidents de SGBV dans les derniers 3 mois

Occurrence	%
Mariage forcé	57.3 %
Viol	40.0 %
Déni de ressources et d'opportunités	33.3 %
Agression physique	24.0 %
Agression sexuelle	24.0 %
Violence psychologique	24.0 %
Multiplication des maisons dites de tolérance	9.3 %

Pris isolément leur examen montrent que les mariages précoces viennent en premier des préoccupations des populations enquêtées (57%) ensuite les viols (40%) ,les violences psychologiques, agression physique et dénis de ressources , en égalité d'appréciation par 24% .

La présence des maisons de tolérance et les pratiques de prostitutions des mineures (Tabac centre, Sango malumbi, Kala, Mpala...) sont particulièrement citées. L'offre et la demande des services sexuels touchent les filles des villages enquêtés. Elles touchent le milieu

scolaire où dans certains cas les demandes sont venues d'enseignants (Kala, Masseba). Dans les villages où la production d'alcool de maïs est abondante, le phénomène est préoccupant.

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

Notons qu'il y a des nuances entre villages dans les classifications de la récurrence des VS/VBG. C'est ainsi que les viols, les mariages forcés et l'agression physiques et violences psychologiques apparaissent en égalité de rang quand on fait

la pondération de l'ensemble des réponses des enquêtés de Kala. A Kambu les mariages précoces et déni de ressources sont mis au même rang. A Mwanza les garçons sont autant que les filles sujets au mariage forcé que les filles. Les garçons n'ont pas le droit de refuser les filles que leur donnent en mariage leurs pères. A kabutongqa le viol et les agressions physiques sont aux premiers plans suivis du mariage forcé et des dénis de ressource. Le déni de ressources apparaît dans la plupart des cas en 3ème position. Toutefois à Kambu, il concurrence le mariage forcé et les 02 types de VBG sont de loin les plus récurrents et comparé au viol et agressions sexuelle et physiques

Le déni des ressources et d'opportunités comprend tant l'accès aux opportunités (accès à l'école, aux services humanitaires) mais également l'accès aux terres.

La documentation des VS/VBG est dans l'ensemble faible, seule Mwanza (annexe 2)

V.2.2) DOCUMENTATIONS DES CAS ET CAUSES D'INCIDENTS DE VS/VBG

Les cas VBG sont sous rapportés dans les villages enquêtés, sur les 03 derniers mois, le nombre des cas mentionnés varie de 01 à 06 cas par village. Néanmoins des exceptions apparaissent notamment le village de Mwanza où sont rapportés 25 cas de mariages dans le courant de 03 derniers mois précédant l'enquête

La documentation des cas reste très faible et les causes des incidents de VBG sont diverses

Principales Causes des incidents VBG

Cause	%
Consommation d'alcool	60.0 %
Contrôle masculin sur la prise de décision et les actifs	52.0 %
Consommation de drogues	42.7 %
Contrôle de l'aide alimentaire ou NFI	30.7 %
Chômage (stress économique)	26.7 %
Impunité	25.3 %
Désir de pouvoir et de contrôle dans les relations (désir de domination dans la relation)	21.3 %
Frustration liée au manque d'espace	20.0 %
Disputes liées à l'utilisation des ressources (système de distribution en espèces)	15.3 %
Ce n'est pas un problème dans la communauté	2.7 %

Dans la hiérarchie des causes énumérées par les communautés enquêtées les facteurs qui viennent au 1^{er} plan sont la consommation d'alcool (60% de réponses), le contrôle masculin sur la prise de décision(52%) la consommation de drogue (43%), le contrôle de l'aide humanitaire (31%). La consommation de d'alcool et de stupéfiants sont des facteurs qui favorisent l'occurrence des incidents. cela, sur fonds de relation homme et femmes culturellement dominées par des rapports inégaux de pouvoir être à l'origine des viols, le désir de contrôle masculin favorise par les pesanteurs culturelles. Le contrôle de l'aide humanitaire n'est qu'une autre variante du

contrôle masculin. Le chômage et le stress économique (27%) et l'impunité (25%) viennent en gradation descente d'importance compliquer et allonger la liste des facteurs de risques.

Les réponses devront davantage chercher la réduction multidimensionnelle des facteurs de risques de VBG. Les sensibilisations aux VBG, l'application de la loi sont importantes mais les questions d'addiction à l'alcool et aux drogues qui dénotent du mal être, de l'adaptation négative aux situations de stress, de résilience, d'image problématique de soi doivent être également traités. La réduction communautaire des facteurs de risques nécessaires par le bannissement public des écarts de conduite, la promotion de la masculinité positive, l'émergence de leaders sensibles au genre dans

un contexte communautaire où l'ordre social est à reconstruire. Il doit être également rendu plus solidaire et équitable. L'ordre institutionnel formel pourra à ses différents niveaux devra venir en appui au renforcement l'ordre structurel communautaire.

V.2.2 PROTECTION DE L'ENFANT

Les questions de Protection de l'Enfant (PE) ont été examinées sous l'angle du recrutement dans les groupes armés, des violences, séparation familiales et des mariages précoces. Les aspects des services ont été également explorés

Types de risques pour les enfants

Les types de risques	%
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	44.0 %
Mariage forcé	34.7 %
Meurtre ou Mutilation	17.3 %
Enlèvement	14.7 %
Recrutement or Utilisation d'enfants soldats	6.7 %

- Le viol et autres actes de violences viennent en premier plan 44% de répondants ; suivi des mariages précoces 35% , de meurtres et de mutilation viennent en 3ème position dans l'ordre des pourcentages de répondants
- Enfants associés aux groupes armés, milices et enfants démobilisés

Sur 75 groupes de répondants 36 % répondent par l'affirmative, 33% par la négative, 6% ne savent pas. Sans qu'une idée soit donnée sur les nombres au sein des nombreux groupes de jeunes auto-démobilisés. Il y en aurait également parmi les milices repliées en brousse à 25km de Kambu.

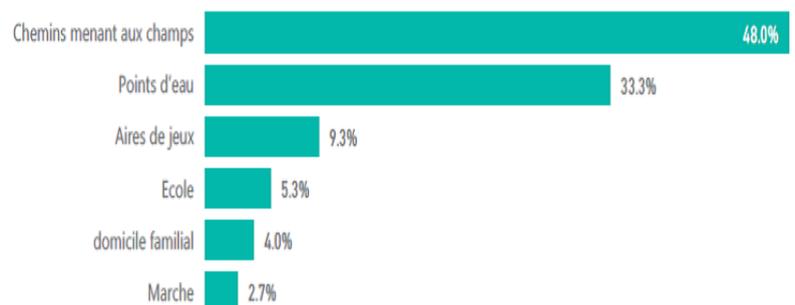
Enfants Non Accompagnés et Enfants Séparés (ENA/ES)

41/ 75 groupes de répondants disent qu'il y a ENA/ES au sein de leur village mais tous les villages n'en donnent pas les chiffres. Seul 17/ 41 donnent des chiffres. 2 à 40 cas de d'ENA dans les villages qui répondent oui

Sureté de l'environnement de vie

Les endroits les plus dangereux pour les enfants sont e premier lieu les champs (48% de répondant) et ensuite les chemins menant aux points d'eau ou les points d'eau eux même (33%)

lieux les plus dangereux pour les enfants



La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

V.2.3 COHABITATION PACIFIQUE

52 % des personnes interviewées pensent qu'il y a des problèmes de cohabitation pacifique, 48% réfutent cette affirmation. Les actions de dialogues intercommunautaires portent certes leur fruit mais il demeure encore des signes des tensions entre groupe ethnique, autour de la succession au pouvoir, autour de l'accès à la terre, de l'élevage itinérant. Les exactions d'éléments de forces étatiques de sécurité et des groupes isolés de miliciens semblent y contribuer.

(Maseba et kayobwe : tensions en lien avec la gestion ou succession / pouvoir coutumier, impopularité de chef en fonction nommés par le chef de localité en remplacement d'anciens chefs PDI

kambu : tension intercommunautaires entre et bantous et twas : les twas disent pouvoir partager le marché, l'école, l'hôpital mais pas l'eau et le village ²:

Menace de pillage de l'aide humanitaire (milice twa kaomba)

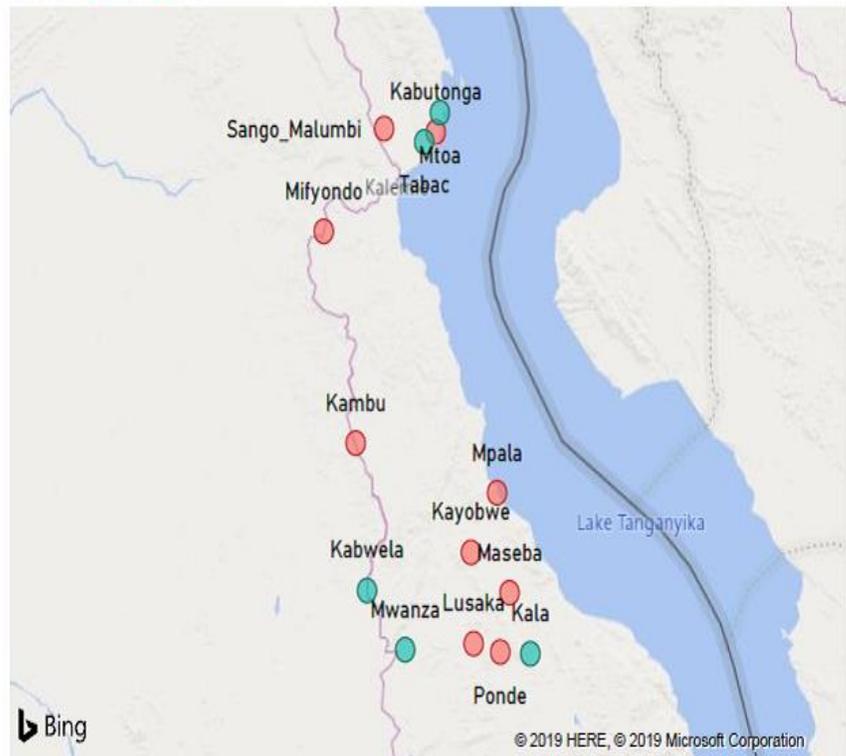
V.2.4 LOGEMENT TERRE ET PROPRIÉTÉ

Problèmes de Logement, la terre et la propriété les plus récurrents

problèmes	%
Vol des récoltes	72.0 %
Destruction des cultures ou des animaux	61.3 %
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	57.3 %
Successions	45.3 %
Accès à la terre des PDI's retournés	41.3 %
Incendies et/ou destruction des maisons/Abris	37.3 %
Accaparement des terres	26.7 %
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	24.0 %
Occupations secondaires des maisons et des champs	18.7 %
Exploitation des ressources naturelles	16.0 %
Insécurité d'occupation	14.7 %

Existence des mécanismes communautaires de médiation

Existence ● Non ● Oui



Les 05 problèmes qui touchent au logement, à la terre et à la propriété les plus récurrents des villages sont dans l'ordre les vols des récoltes et destructions des cultures relevés par 72% des enquêtés, vient ensuite la destruction des cultures par les animaux (61%) les conflits agriculteurs et éleveurs (57%), les Conflits de successions (pouvoir coutumier ou héritage 45%). L'accès des PDI à la terre bien que classées en 5eme position mais apparait par la suite comme un problème important à travers l'accaparement des terres des femmes et autres à la terre ;

- Conflits de délimitation des parcelles / construction des abris

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassissou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

- Difficultés d'accès à la terre pour les femmes et davantage pour les femmes pygmées
- problème d'équité/ accaparement de terre
- Nécessité de sécurisation des parcelles

Documents d'identités

- 77% des enquêtés répondent que l'absence de documents entravent la liberté de circulation
- 89% déclarant que les documents d'Etat civils utilisés sont les Carte d'Identité
- 15% des enfants des villages enquêtés auraient des extraits d'acte de naissance

V.2.5 RESTES D'ENGINS EXPLOSIFS (REG)

Figure 11 ; connaissance des REG



Les connaissances des enquêtés sur les questions des mines sont relatives. 45% d'enquêtés disent avoir des connaissances sur les REG ; 55% répondent non ou ne savent rien sur les REG.

Continuer les sensibilisations sur les REG surtout dans les localités où les milices sont encore présentes

VI. DISPONIBILITE DES SERVICES DE BASES

VI.1 SANTE- EAU ASSAINISSEMENT ET EDUCATION

- Les besoins en infrastructures de base (sanitaire, scolaire, marché) sont importants d'abord sur l'axe Kalemie-Kabwela, mais modérés sur le tronçon Mwanza – Moba.
- Ces besoins concernent également les abris ou dans les villages avant Kabwela, les ravages des incendies des localités des PDI sont encore visibles
- La situation est presque la même que sur l'axe Kabwela - Moba les sont davantage sont davantage couvert en services de sécurité, école et tous les villages dispose au moins d'un à deux points d'eau mais qui demandent à être réhabilités ou rapprochés des ménages
- Tous les villages ont des problèmes d'Eau d'Hygiène et d'Assainissement (EHA) d'infrastructures scolaires. Les questions d'abris se posent particulièrement pour Fatuma et Kambu de même que la question de la relance agricole.
- Abris détruits le tronçon Kalemie –Moba

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

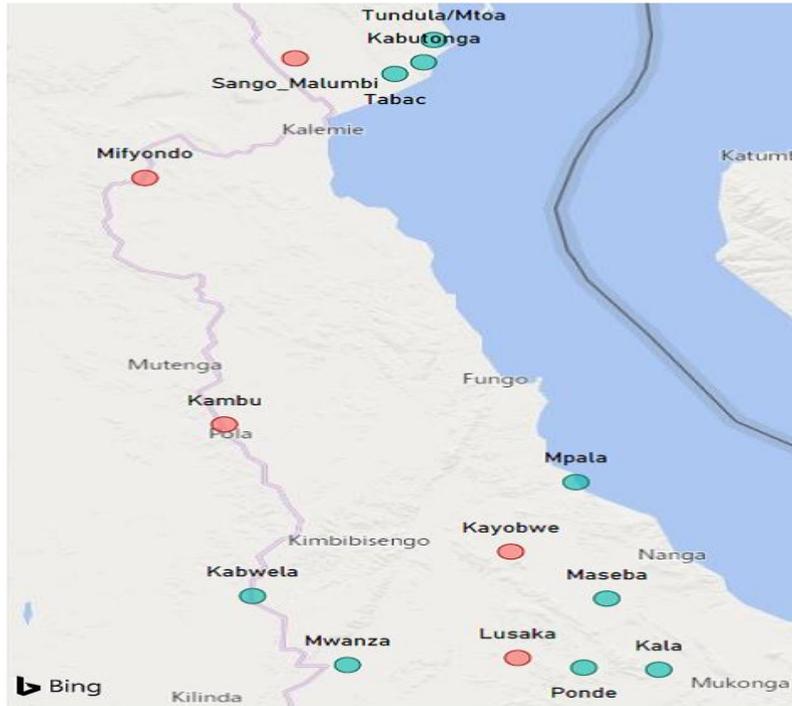
Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

SANTE : certains villages sont sans poste de santé :

Présence de centre de santé

Presence ● Non ● Oui



- Les habitants de Sango-malumbi vont au centre de santé de Tundwa où, les femmes accouchent faute de pouvoir se rendre à Binbwi .

- Lusaka, pas de poste de santé vont à l'hôpital à Ponde à 10 km.

- Fatuma centre : poste de santé délabré, matériel non fonctionnel, absence du personnel soignant.

EDUCATION: besoins importants sur l'axe Moba :

- Myfiondo 01 école, les 6 années les élèves ont manqué pendant 02 années les examens de fin faute de pouvoir les frais d'admission à l'examen ;
- Fatuma centre : 01 Ecole non fonctionnelle, en terre, l'école n'a pas repris depuis janvier 2017
- Kambilo : une école en terre sans toitures, pas de point d'eau aménagé
- Sangomalubi : Ecole secondaire construit par FHI délabrée, inutilisable à la prochaine rentrée scolaire

EAU ET ASSAINISSEMENT (EHA) :

L'axe Kalemie-Kabwela est plus touché et le village Mpala également, comparé à Moba-Kayobwe. Le manque de toilettes adéquates est partout de Kalemie-Moba-Mpala. Même là où il y a des toilettes aménagées & adéquates au niveau des écoles ou centre de santé, on ne distingue pas ou séparer celles de hommes & femmes.

- Kabwela : pas de point d'eau, toilette à l'hôpital
- Kambilo : une école en terre sans toitures, pas de point d'eau aménagé

Nombre d'écoles

Village	Nombre d'écoles
Tabac	6
Mpala	4
Kala	3
Mwanza	3
Sango Malumbi	3
Kabutonga	1
Kabwela	1
Kambu	1
Lusaka	1
Maseba	1
Mifyondo	1
Ponde	1
Tundula/Mtoa	1
Kayobwe	0

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

- Kayobwe : pas de source d'eau potable, aménagé
- Mpala : pas de source d'eau potable, aménagé, prennent l'eau à la rivière loufouko avec risque de se faire happer par un crocodile
- Sangomlubi : 02 puis distants de 2 à 4 Km de centre du village
ABRIS ???? you havent written anything on it at as sub section

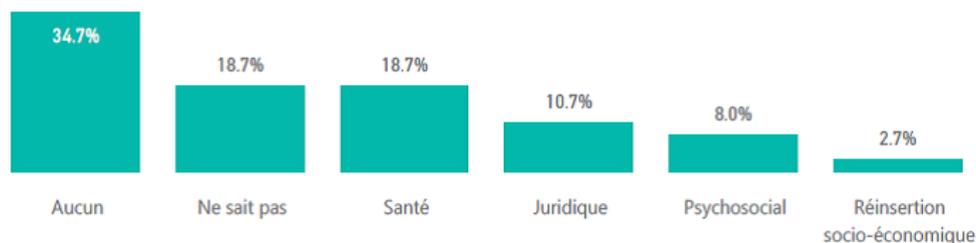
OPPORTUNITES SOCIO- ECONOMIQUE

- Au moins 10 villages sans marche construit et 7 sans marche structuré,
- 99% des villages sans opportunités de formation formelle et informelle pour les jeunes
- Travail agricole (culture de subsistance et élevage) : seule option de ressources économique pour les jeunes



VI.2) ELEMENTS D'INFORMATION SUR LA DISPONIBILITE DES SERVICES DANS LES VILLAGES ENQUETES, SERVICES DE PRISE EN CHARGE DES VBG

54 % de répondants (35% aucun, 19% ne sait) affirment les survivants de VBG et les cas de protection n'ont pas accès aux services de prise en charge. 19 % de répondants affirment la référence médicale se fait.



11% de répondants mentionnent la référence aux structures judiciaires, La réponse psychosociale et la réinsertion socioéconomique sont pratiquement inexistantes (respectivement 8% et 1%) de répondant parle de l'existence de ces deux types de prise en charge .

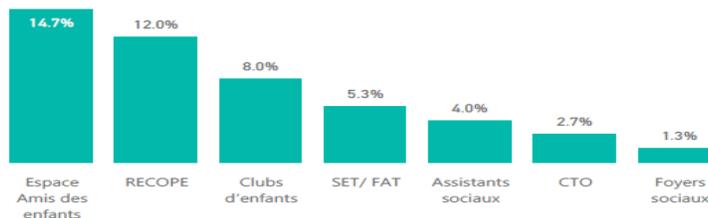
On peut au regard de ces chiffres dire que la prise en charge des survivants de VBG est quasi inexistante dans les villages de retour. Le retour au lieu d'incidents traumatisants risque de s'accompagner de de reviviscence des traumatismes ou de rechutes par des comportements à risque, des sentiments d'impuissance dans la rencontre d'éventuels bourreaux pour celles qui ont eu l'opportunité d'être pris en charge sur les sites PDIs. Une attention

Particulière devra être accordée dans l'appui au retour des survivants. L'on devra les informer sur les mécanismes de référence et s'assurer qu'elle trouve en place ou peuvent intégrer des groupes de soutien ou de toute autre opportunité de prise en charge psychosociale et économique communautaires. La réponse est à quelques variantes près valables pour les cas de protection des enfants. L'appui psychosocial en milieu scolaire devra être renforcé

VI.3 SERVICES DE PRISE EN CHARGE DE PROTECTION DE L'ENFANT

78% des répondant (y compris 1% de pas d'information) affirme qu'il n'existe pas de service de Protection de l'Enfant dans les villages enquêtés contre 22% les structures de prise en charge ou de référencement des enfants vulnérables CTO,EAE, FS, FAT,RECOPE

Type des structures de prise en charge ou de référencement des enfants vulnérable



Les quelques structures existantes ne sont pas fonctionnelles ou ont un fonctionnement très basique (présence de quelques membre de RECOPE sans activités véritables)

VI.4) MECANISMES D'ALERTE, MECANISMES DE RESOLUTION DE PROBLEMES LTP ET COEXISTENCE PACIFIQUE

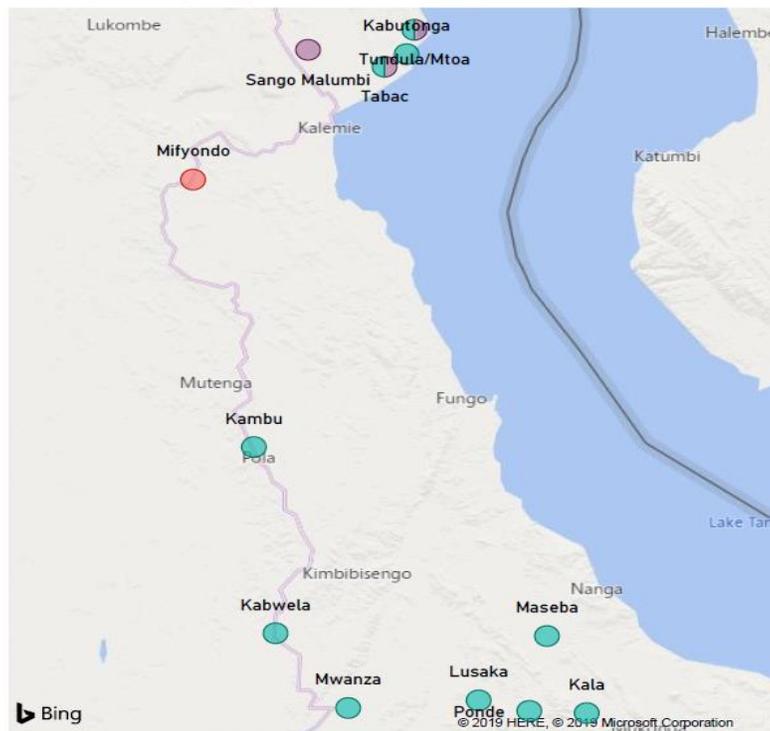
Les mécanismes d'alerte et de résolution de conflits sont majoritairement constitués de barazas et Comité Villageois de Paix (CLP) et les comités locaux de paix. Leur présence est affirmé par 79 % des répondants contre 21 % de réponses en faveur des RECOPE. Ces comites semble domines par les hommes et les voix et préoccupations des femmes ne sont toujours pas entendues (Certaines femmes à Tabac ont affirmé, ne pas pouvoir avoir accès à l'aide humanitaire sans l'autorisation de leur maris, à MToa que leur plaintes relative à la destruction des champs par les éleveurs auprès des

autorités locales ne sont pas traitées) Un approche plus incluse et semble au genre de la transformation des conflits et de l'accès à la terre et au logement est nécessaire.

Par ailleurs si les CVP /CLP sont plus actifs sur le terrain on leur activités à certaines organisation notamment qui opère depuis des années dans le pays (CPDJ...). Ils peuvent contribuer à référer davantage les cas de protection non couverts par leur mandats. L'absence de RECOPE ou RECOPE dans une province ou les interventions humanitaires durent depuis au moins 05ans pose le problème de la pérennisation et l'enracinement des mécanismes de Protection. Les stratégies de Pérennisation des interventions à faveur de l'autonomisation des structures communautaires de Protection doivent être davantage examinées et leur lien aux structures étatiques de protection doit devenir plus solide. Le nexus doit trouver ici toute sa place.

Présence de CLPC et RECOPE

Presence ● RECOPE ● CLPC ● Non



La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182

VII Besoins Priorités des PDIs selon les communautés enquêtés

Les priorités pour l'appui au retour des PDI de l'avis des villages enquêtés s'ordonnent de la façon suivante : vivres, sécurité, rénovation des infrastructures, sécurité, matériel de construction outils aratoires. L'ordre de ses 05 priorités varie en fonction des réalités des villages et en modulation avec 02 autres priorités, la coexistence pacifique, les médicaments ou les AME. Le besoin en vivre semble davantage pour le village ou le retour est encore timide

priorités	%
Vivres	37.3 %
Rénovation des infrastructures de bases	34.7 %
Matériel pour la reconstruction des abris	33.3 %
Outils aratoires	33.3 %
Sécurité	33.3 %
Médicaments	30.7 %
Cohabitation pacifique entre les communautés	22.7 %
Articles ménagers essentiels	20.0 %
Réouverture des salles de classe	12.0 %
Mise en place de mécanismes de restitution des logements, terre et biens	10.7 %
Résolution des conflits fonciers	10.7 %
Accès à la terre	9.3 %
Retour du personnel enseignant	8.0 %
Retour du personnel soignant	8.0 %
Arrestation / Jugement des auteurs de crimes	6.7 %
Retour des autorités locales	5.3 %

VIII. RECOMMANDATIONS

Solutions à court terme : Autorités

- Renforcer la couverture sécuritaire et améliorer la qualité des services (arrêt des exactions)
- Sensibiliser les militaires et leur dépendants sur la question des conditions d'accès à l'aide humanitaire et échanger et voir avec la MONUSCO si des appuis ponctuels sont faits aux dépendants des militaires
- Identifier avec les communautés des stratégies communautaires de sécurisation des et renforcer la relance agricole
- Renforcer les services de base: santé, éducation, justice, Etat civil

Solution à court et moyen termes : réponses humanitaire et en appui aux autorités

- Renforcer le Monitoring de protection et toutes les interventions de protection : VS/VBG et la sensibilisation au VIH, Protection de l'enfant, DIC, LTP
- Renforcer / Mettre en place des programmes de compétences courantes ciblant les adolescents et les jeunes : création d'espaces sociaux récréatifs, opportunités et infrastructures de formation et d'insertion socio professionnels au niveau communautaire: mécaniques, production agricole....
- Renforcer le traitement de la détresse psychosociale : études, création d'environnement plus protecteur,
- services psychosociaux communautaire, services psychosociaux, 2me niveau et le niveau spécialisé PSS

- Renforcer ou mettre en place le mécanisme de dialogue entre les parties en conflit (les représentants des éleveurs, agriculteurs, les autorités locales etc.) afin de trouver des solutions adéquates et durables entre ces deux parties.
- Plaidoyer pour l'arrêt des axes.

A moyen et long terme et en appui aux autorités

- Travailler avec les autorités à réduire la vulnérabilité chronique des communautés et de renforcer les capacités à anticiper, à s'adapter, à résister et à se relever des conflits et à prévenir les désastres : renforcer la cohabitation inclusive, soutenir les autorités à impulser un leadership constructif, inclusif et visionnaire dans les villages
- Renforcer davantage les communautés dans la recherche de solution à leurs problèmes actuels et la recherche de solutions durables orientées vers le développement : renforcement du sens du vivre ensemble et du service communautaire, renforcement inclusif de la sécurité
- Briser à la racine les facteurs de la vulnérabilité multidimensionnelle chronique en agissant au niveau communautaire et politique :
- Renforcer les services des bases : santé, école, judiciaire

Recommandations en lien avec la fermeture des sites PDI de Kalemie

- Pour certains villages (Kambu, Fatuma) : l'appui pour la reconstruction des abris est nécessaire en plus du kit
- Sensibilisations aux séparations familiales
- Les interventions de cohésion sociale, les questions d'accès à la terre doivent être renforcées avant pendant et après l'arrivée
- Les réhabilitations des infrastructures scolaires et le déploiement du personnel enseignants pour permettre le retour des enfants à l'école
- Evaluations spécifiques Education, santé et WASH en vue des réhabilitations.
- Attention particulières à la préparation au retour des survivants de VBG dans leurs localités d'origine ou ils ont peut-être eu à subir les violences.

L'on devra les informer sur les mécanismes de référence et s'assurer qu'elle trouve en place ou peuvent intégrer des groupes de soutien ou de toute autre opportunité de prise en charge psychosociale et économique communautaires. La réponse est à quelques variantes près valables pour les cas de protection des enfants. L'appui psychosocial en milieu scolaire devra être renforcé. Des dispositions particulières pour les PBS (enfant avec handicap, personnes âgées) en besoin d'accompagner bienveillant avant au cours, pendant et après le retour

Assistance

Axe	Village	ONG	SECTEUR
Kalemie - Moba	Kabwela	CARITAS	Education
Kalemie - Moba	Kabwela	CDJP	Protection
Kalemie - Moba	Kabwela	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kabwela	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kala	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Kala	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kala	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kala	MDM	Sante
Kalemie - Moba	Kala	SFCG	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Kambu	CDJP	Protection
Kalemie - Moba	Kambu	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kambu	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Kayobwe	CARITAS	Education
Kalemie - Moba	Kayobwe	CRS	NFI/Urgence
Kalemie - Moba	Lusaka	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Lusaka	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Maseba	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Maseba	AIRD/UNHCR	Abris
Kalemie - Moba	Maseba	CRS	NFI/Urgence
Kalemie - Moba	Maseba	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Maseba	IRC	Sante
Kalemie - Moba	Maseba	SFCG	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Mifyondo	CDJP	protection -Protection
Kalemie - Moba	Mifyondo	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Mifyondo	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Mifyondo	NRC	NFI/Urgence
Kalemie - Moba	Mpala	AIDES/UNHCR	Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Mpala	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Mpala	MDM	Sante
Kalemie - Moba	Mwanza	CDJP	protection -Protection
Kalemie - Moba	Mwanza	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Mwanza	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Mwanza	SFCG	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Ponde	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie - Moba	Ponde	FH	Securité alimentaire
Kalemie - Moba	Ponde	IMC	Sante
Kalemie - Moba	Ponde	SFCG	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie -Sango Malumbi	Sango Malumbi	AIRD/UNHCR	Abris
Kalemie -Sango Malumbi	Sango Malumbi	AVREO	Protection/SGBV
Kalemie -Sango Malumbi	Sango Malumbi	AVSI/PAM	Cash
Kalemie -Sango Malumbi	Sango Malumbi	CDJP	Protection
Kalemie -Sango Malumbi	Sango Malumbi	OXFAM	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Kabutonga	AIDES/UNHCR	Cohabitation pacifique
Kalemie -tabac	Kabutonga	AVREO	Protection/SGBV
Kalemie -tabac	Kabutonga	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Kabutonga	WVI/PAM	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Tabac	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie -tabac	Tabac	AVSI	Cash
Kalemie -tabac	Tabac	FH	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Tabac	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Tabac	NRC	NFI/Urgence
Kalemie -tabac	Tabac	OIM	CCCM
Kalemie -tabac	Tabac	SOLIDARITES	Abris
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	AIDES/UNHCR	Protection -Cohabitation pacifique
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	AVREO	Protection/SGBV
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	FH	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	GIZ	Securité alimentaire
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	IRC	Education
Kalemie -tabac	Tundula /Mtoa	NRC	NFI/Urgence

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email : banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182



LE CLUSTER PROTECTION PROVINCIAL (TANGANYIKA)

Le cluster Protection remercie toutes les agences organisations nationales et internationales qui ont contribué techniquement, matériellement et financièrement à la présente évaluation. Il remercie particulièrement OCHA et le HCR pour leur Appui à la coordination.

La coordination du cluster protection

Le bureau du terrain d'HCR – Kalemie, Tanganyika

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo>

Pour plus d'information contactez ; Antoine GASSISSOU- Coordinateur du cluster protection Email : gassisou@unhcr.org Tél mobile : +243 825 746 908

Felix Monga - GTPE Email : fmonga@unicef.org Tél mobile : +243 818 305 977 et Pascal Banza – SCVBG Email ; banza@unfpa.org; Tél mobile ; +243 817 100 182